

payées par l'Ouest, l'URSS pourrait craindre de passer désormais pour un pays réduit à la mendicité.

À notre avis, la question des relations entre l'Allemagne unie et l'OTAN ne sera résolue que si l'Ouest accepte sans réserve l'objectif à long terme de l'Union soviétique, à savoir devenir membre à part entière de la communauté européenne, ce que M. Gorbatchev appelle «la maison européenne commune». Il est temps de commencer à voir dans l'URSS un allié plutôt qu'un adversaire et de bâtir des systèmes de sécurité coopérative à partir de cette prémisse.

L'avènement d'un système de sécurité coopérative passe par deux processus : la réforme des alliances existantes et l'institutionnalisation de nouvelles structures paneuropéennes. À propos des alliances, nous ne savons pas pour le moment si elles sont appelées à disparaître, à fusionner ou à se transformer du tout au tout. De toute manière, il est essentiel d'établir des relations de sécurité coopérative entre elles. Pour ce qui est de l'OTAN, nous nous réjouissons d'une observation récente du secrétaire d'État aux Affaires extérieures :

Il importe que l'OTAN s'engage encore plus activement dans le dialogue dynamique qui s'amorce entre l'Est et l'Ouest au sujet de la sécurité. Ces questions de sécurité concernent les membres de l'OTAN et les intérêts de l'OTAN; l'Alliance doit tendre les bras à ses anciens adversaires et nouveaux amis.

M. Clark a également proposé plusieurs moyens de mettre en oeuvre une politique de sécurité coopérative, et notamment des réunions périodiques des ministres des Affaires étrangères de l'Union soviétique et de l'OTAN et un dialogue permanent entre les dirigeants de l'Alliance et de l'URSS. Un autre moyen valable a été proposé à la réunion récente des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Turnberry, en Écosse. Aux termes de cette proposition, l'alliance signerait un traité de non-agression avec le Pacte de Varsovie à la condition que l'Union soviétique accepte que l'Allemagne unie fasse partie de l'OTAN. Il nous semble que cette proposition est valable en soi et qu'elle serait peut-être plus persuasive sans condition à la clé.

D'autre part, à sa récente réunion de Moscou, le Pacte de Varsovie a proclamé la fin de la notion de l'Ouest comme «ennemi idéologique» et commencé à envisager sérieusement de se transformer en une alliance démocratique pour aider à stabiliser l'Europe. Dans leur déclaration, les pays membres accueillent favorablement l'éventualité d'une «coopération constructive» avec l'OTAN et annoncent la mise sur pied d'une commission chargée de proposer des façons de modifier «le caractère, les fonctions et les activités» de leur alliance.